



Pour l'apprentissage du pilotage des avions à réaction, de nombreuses compagnies de transport aérien achètent au Canada des simulateurs de vol. Trois compagnies européennes ont pris récemment livraison de simulateurs dont le prix unitaire est de 15 millions de francs.

Les investissements et les échanges extérieurs

Pays de vingt et un millions d'habitants, le Canada a d'autant plus besoin des autres qu'il est parmi les plus développés.

dollars de biens et services par habitant, presque trois fois plus que la France ou que l'Angleterre. S'il devait cesser du jour au lendemain tout commerce avec le reste du monde, il perdrait près de deux millions d'emplois (1). C'est qu'il est un des rares pays industrialisés à ne pas disposer d'un marché intérieur ou d'un marché libre d'accès d'au moins cent millions d'habitants. L'étroitesse de son marché intérieur ne lui permettant pas d'entretenir et de développer, à lui seul, un appareil de production économiquement efficace, le Canada, s'il doit veiller au développement régulier de ses échanges, condition de son expansion, doit aussi financer des investissements qui excèdent ses capacités propres.

Investissements : le quart du produit national brut

Depuis quelque vingt ans, le Canada consacre chaque année plus du quart de son produit national brut aux investissements. La formation brute du capital fixe est passée de 5 milliards de dollars en 1950 à 20 milliards de dollars en 1971.

Ces investissements ont permis de créer près de deux millions d'emplois au cours des dix dernières années, ce qui représentait le quart environ de la population active à la fin de 1971 (soit une progression de 30 p. 100 par rapport à 1960). L'augmentation annuelle du taux moyen d'emploi est plus élevée au Canada que dans tout autre pays industrialisé (2). L'expansion démographique y est cependant si rapide que le taux de chômage est demeuré sensiblement constant depuis 1960. Rien que pour absorber l'accroissement annuel de sa population active, il faudra que le Canada crée, de 1970 à 1980, deux millions et demi d'emplois, ce qui suppose que les investissements atteindront en 1975 vingt-six milliards de dollars de 1969 et qu'ils augmenteront ensuite de plus de 7 p. 100 par an. →

1. Ces chiffres sont empruntés, comme tous ceux qui seront cités, à l'exposé qu'a fait récemment M. Claude Charland, ministre-conseiller du Canada, devant le comité régional Aquitaine des conseillers du commerce extérieur de la France et la chambre de commerce de Bordeaux.

2. L'augmentation annuelle du taux moyen d'emploi est de 2,5 p. 100. Elle est de 0,1 p. 100 en France.



Deux facteurs dominent l'économie canadienne : les échanges extérieurs et les investissements. Au Canada, l'industrie de transformation consacre la moitié de son activité à la fabrication de produits destinés à l'étranger. L'exportation contribue dans la proportion de 28 p. 100 au produit national brut. Aux États-Unis, cette proportion n'est que de 5,3 p. 100 ; elle est de 11,3 p. 100 au Japon. Le Canada est le seul pays, ou peu s'en faut, à exporter 780